

Pôle immobilier :

Diagnostics immobiliers (Amiante, Plomb, DPE, Mesurage, Electricité, Gaz, Assainissement, audit énergétique réglementaire)
Amiante avant travaux / démolition
Copropriété : Dossier Technique Global, Plan Pluriannuel de Travaux, DPE Collectif

Pôle bâtiment :

Etude thermique RE 2020
Etanchéité à l'air de l'enveloppe du bâtiment (QUALIBAT 8711)
Contrôle VMC Protocole RE 2020 (QUALIBAT 8741)
Audit énergétique (MaPrimeRénov, CLIMAXION, CEE, ...) RGE Etudes 19.05 et 19.11

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux


Arrêté du 16/07/2019

R. 4412-97 à R. 4412-97-6 du Code du Travail issu du décret 2017-899 du 9 mai 2017 modifié par le décret 2019-251 du 27 mars 2019 - NFX 46-020 - Août 2017 Norme NF X 46-020 d'août 2017



Numéro de rapport	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE 63038 A
Propriétaire	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE
Adresse de l'immeuble	6 route d'Hadigny 88330 CHÂTEL-SUR-MOSELLE
Bâtiment ou installation	Ecole maternelle des Ecureuils
Date de la commande	27/10/2023
La ou le(s) date(s) d'exécution du repérage	27/10/2023
Date d'émission du rapport de repérage	21/11/2023

Signataire du rapport

Signature et Visa	Opérateur de repérage :
 E.T.I Diagnostics Immobiliers et Etudes Thermiques 13 Rue Abbé Claude 88000 EPINAL Tél : 03 29 64 09 31	LAPORTE Julien E.T.I. SARL Le 21/11/2023

Conclusions

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

Amiante

Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante repérés

Référence (Sondage)	Matériaux ou produits	N° du local	Localisation	Etage	Référence (ZPSO)
S002	Tablettes de fenêtres	1	Façade	Ext	
S005	Coffrage en fibro ciment	3	Préau	RDC	

Exclusions

Aucune

SOMMAIRE

SIGNATAIRE DU RAPPORT	1
CONCLUSIONS.....	1
DESCRIPTION DE LA MISSION	4
OBJET DE LA MISSION :	4
IDENTIFICATION COMPLETE DES DIFFERENTS INTERVENANTS ET PARTIES PRENANTES :	4
IDENTIFICATION COMPLETE DU BATIMENT CONCERNE :	4
IDENTIFICATION DU BIEN CONCERNE :	4
PROGRAMME DE TRAVAUX	4
CADRE DE LA MISSION DE REPERAGE	4
PERIMETRE DU REPERAGE : LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES (ZONE D'INTERVENTION) :	4
PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES	4
PROGRAMME DE REPERAGE	4
RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES	4
CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	4
DATES ET NATURE DES VISITES SUR SITE	4
ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR CONFORMEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE LA NORME NF X 46-020.....	4
CONDITIONS D'INACCESSIBILITE OU D'IMPOSSIBILITE DE REALISER DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES	5
LISTE DES ZONES PRESENTANT DES SIMILITUDES D'OUVRAGES	5
RESULTATS DU REPERAGE	5
RESULTATS DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE :	5
LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES	6
COMMENTAIRE SUR LA MISSION	6
RAPPEL DES OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE CONCERNE PAR LA MISSION DE REPERAGE	6
ANNEXE : FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION.....	7
ANNEXE : PROCES VERBAUX D'ANALYSE.....	10
ANNEXE : ATTESTATION D'ASSURANCE.....	14

1 Description de la mission

1.1 Objet de la mission :

Le repérage de l'amiante avant travaux dans les immeubles bâtis, défini à l'article R. 4412-97 du code du travail, consiste à rechercher, identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante susceptibles d'être affectés directement ou indirectement par les travaux et interventions visés à l'article R. 4412-94 du code du travail et définis par le donneur d'ordre.

1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :

Propriétaire de l'immeuble :	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE
Demeurant :	1 place du Général de Gaulle 88330 CHÂTEL-SUR-MOSELLE
Opérateur ayant réalisé le repérage :	M. LAPORTE Julien
Nom et adresse de l'entreprise :	E.T.I. SARL 13, Rue Abbé Claude 88000 EPINAL
N° de Siret :	49051778600029
RCP-compagnie-n° de police :	CAM BTP -1 278706

1.3 Identification complète du bâtiment concerné :

Adresse complète :	6 route d'Hadigny 88330 CHÂTEL-SUR-MOSELLE
--------------------	--

1.4 Identification du bien concerné :

Date du PC ou date de construction :	Permis de Construire : Avant 1 Juillet 1997	Construction : avant 1 Juillet 1997
Type et Fonction principale du bien :	Ecole maternelle des Ecureuils	Tertiaire

2 Programme de Travaux

Le programme de travaux envisagé par le Donneur d'Ordre prévoit :

Intitulé
Travaux sur murs extérieurs et plafonds (Rénovation énergétique)

3 Cadre de la mission de repérage

3.1 Périmètre du repérage : locaux et parties d'immeubles concernés (zone d'intervention) :

Parties d'immeuble concernées

Parties d'immeuble visitées	Etage	Travaux
Façade	Ext	Concernée
Salles de classes	RDC	Concernée
Préau	RDC	Concernée

Programme de repérage

Liste des composants et parties de composants à inspecter découlant du programme des travaux, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 :

3.2 Rapports précédemment réalisés

Néant

4 Conditions de réalisation du repérage

4.1 Dates et Nature des visites sur site

Néant

4.2 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur Conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020

--

4.3	Conditions d'inaccessibilité ou d'impossibilité de réaliser des investigations approfondies
Néant	

4.4	Liste des Zones présentant des Similitudes d'Ouvrages
Dans le cadre de la mission de repérage, l'opérateur de repérage a défini les Zones Présentant des Similitudes d'Ouvrages suivantes :	

Z001 : Toile d'étanchéité Toile d'étanchéité (continue : NON)			
Localisation	Désignation	Matériau ou Produit identifié	Référence (Sondage)
Salles de classes	Toile d'étanchéité	Toile d'étanchéité	S004
Préau	Toile d'étanchéité	Toile d'étanchéité	

5	Résultats du repérage
----------	------------------------------

5.1	Résultats de l'Analyse Documentaire :
Titre	
Programme de travaux	

5.2 Liste des matériaux et produits repérés							
Local	Etage	Zone	Elément	Matériau / Produit	Critère(s) ayant permis de conclure	Présence d'amiante (oui/non)	Estimation de la quantité
Façade	Ext	Façade	Crépi extérieur	Crépi extérieur	Résultat d'analyse (P001)	Non	
		Façade	Tablettes de fenêtres	Tablettes de fenêtres	Résultat d'analyse (P002)	Oui	26 u
		Façade	Joint vitrier	Joint vitrier	Résultat d'analyse (P003)	Non	
Salles de classes	RDC	Plafond	Toile d'étanchéité	Toile d'étanchéité	Résultat d'analyse (P004)	Non	
Préau	RDC	Plafond	Toile d'étanchéité	Toile d'étanchéité	Résultat d'analyse	Non	
		Pilier	Coffre vertical	Coffrage en fibro ciment	Résultat d'analyse (P005)	Oui	2 u

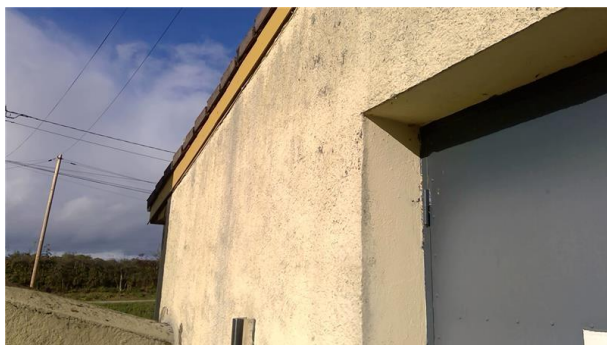
5.3 Commentaire sur la mission	
Néant	

5.4 Rappel des obligations du propriétaire concerné par la mission de repérage	
--	--

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante – parties privatives » (DAPP) prévu à l'article R. 1334-29-4 I du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante. Il communique ce rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

ANNEXE : Fiches d'identification et de cotation**PRELEVEMENT : P001****Emplacement**

Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE 63038	Ext - Façade Crépi extérieur - Façade
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
LAPORTE Julien	27/10/2023	Crépi extérieur
Résultat amiante		
absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P002**Emplacement**


Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE 63038	Ext - Façade Tablettes de fenêtres - Façade
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
LAPORTE Julien	27/10/2023	Tablettes de fenêtres
Résultat amiante		
Présence d'amiante		

PRELEVEMENT : P003**Emplacement**

Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE 63038	Ext - Façade Joint vitrier - Façade
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
LAPORTE Julien	27/10/2023	Joint vitrier
Résultat amiante		
absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P004**Emplacement**

Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE 63038	RDC - Salles de classes Toile d'étanchéité - Plafond
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
LAPORTE Julien	27/10/2023	Toile d'étanchéité
Résultat amiante		
absence d'amiante		

PRELEVEMENT : P005		
Emplacement		
		
Nom du client	Numéro de dossier	Localisation
MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE	MAIRIE DE CHATEL SUR MOSELLE 63038	RDC - Préau Coffre vertical - Pilier
Nom de l'opérateur	Date de prélèvement	Matériau
LAPORTE Julien	27/10/2023	Coffrage en fibro ciment
Résultat amiante		
Présence d'amiante		

Document 1



Analyses pour le Bâtiment

E.T.I.
Monsieur David VIRION
13 Rue Abbé Claude
88000 EPINAL

Notre référence : AR-23-LE-091647-01

Numéro de dossier : 23A040288

Référence de dossier : Mairie de chatel sur moselle 63038A

6 route d'hadigny 88330 châtel sur moselle

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint le rapport d'analyse relatif à l'échantillon suivant :

- N° 23A040288-001 - Référence *P001 Crépi extérieur (Ext) Façade - Crépi extérieur -Façade*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 23A040288-002 - Référence *P002 Tablettes de fenêtres (Ext) Façade - Tablettes de fenêtres - Façade*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 23A040288-003 - Référence *P003 Joint vitrier (Ext) Façade - Joint vitrier - Façade*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 23A040288-004 - Référence *P004 Toile d'étanchéité (RDC) Salles de classes - Toile d'étanchéité - Plafond*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

- N° 23A040288-005 - Référence *P005 Coffrage en fibro ciment (RDC) Préau - Coffre vertical - Pilier*, prélevé par vos soins, et analysé par GRAND EST ANALYSES

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS
20, rue du Kochersberg
67700 Saverne
Tél: +33 3 88 91 19 11 - Fax: +33388916531 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 530 320 € RCS Saverne SIRET 489 017 897 00013 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B



Analyses pour le Bâtiment

Vous souhaitant bonne réception,

Cordialement,

Votre laboratoire Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS
20, rue du Kochersberg
67700 Saverne

Tél: +33 3 88 91 19 11 - Fax: +33 3 88 91 65 31 - Site Web: www.eurofins.fr/amiante/analyses/
S.A.S. au capital de 1 530 320 € RCS Saverne SIRET 489 017 897 00013 TVA FR95 489 017 897 APE 7120B

Amiante

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-Z4-024358-01 Date d'émission de rapport : 09/11/2023 15:25 Page1/2
Référence laboratoire sous-traitant N° : 23GE005264 Référence de suivi du dossier N° : 23A040288
Reçu au laboratoire le : 08/11/2023 Date de réception : 07/11/2023
Date d'analyse : 08/11/2023
Référence dossier Client:Mairie de chatel sur moselle 63038A6 route d'hadigny 88330 châtél sur moselle
Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS.

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyse	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	23A040288-001 - P001 Crépi extérieur (Ext) Façade - Crépi extérieur -Façade	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur de type enduit (cémenteux) (beige)	MET * / NH6R	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
002	23A040288-002 - P002 Tablettes de fenêtres (Ext) Façade - Tablettes de fenêtres - Façade	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	MOLP * / SY3H	2 / 2 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile *
003	23A040288-003 - P003 Joint vitrier (Ext) Façade - Joint vitrier - Façade	Matériau souple de type joint (noir)	MET * / NH6R	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
004	23A040288-004 - P004 Toile d'étanchéité (RDC) Salles de classes - Toile d'étanchéité - Plafond	Matériau souple fibreux de type papier, carton (noir)	MET * / NH6R	1 / 2 *	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
005	23A040288-005 - P005 Coffrage en fibro cimer (RDC) Préau - Coffre vertical - Pilier	Matériau dur fibreux de type fibres-ciment (gris)	MOLP * / SY3H	4 / 4 *	- *	Fibres d'amiante de type chrysotile, riébeckite-amiante (crocidolite) *

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
42 rue des Tisserands
68124 Wintzenheim, FRANCE
Tél : 03 89 77 22 59 - Fax : - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/>
S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N°
1-6977
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-23-Z4-024358-01 Date d'émission de rapport : 09/11/2023 15:25 Page2/2
 Référence laboratoire sous-traitant N° : 23GE005264 Référence de suivi du dossier N° : 23A040288
 Reçu au laboratoire le : 08/11/2023 Date de réception : 07/11/2023
 Date d'analyse : 08/11/2023
 Référence dossier Client: Mairie de chatel sur moselle 63038A6 route d'hadigny 88330 châtél sur moselle
 Prestation commandée auprès d'Eurofins Analyses pour le Bâtiment Est SAS.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO24083) en vue d'une identification des fibres au Microscop Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscop Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur. Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)". "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : " aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.



Jessica Delepine
 Responsable de Département
 Laboratoire Wintzenheim

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

GRAND EST ANALYSES
 42 rue des Tisserands
 68124 Wintzenheim, FRANCE
 Tél : 03 89 77 22 59 - Fax : - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/>
 S.A.S. au capital de 10 000 € RCS : 452 029 283

ACCREDITATION N°
 1-6977
 Portée disponible sur
www.cofrac.fr



ANNEXE : Attestation d'assurance



CAM BTP

CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le Code des assurances - Siret 776 847 319 00150

Siège social : ESPACE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE - 14 AVENUE DE L'EUROPE - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. 03 68 37 69 00 - assur@groupe-cam.com - www.groupe-cam.com

Notre référence à rappeler

dans toute correspondance :

N° assuré : 1161716

N° contrat : 1 278706

N° SIREN : 490517786

SARL ETI

13 RUE ABBE CLAUDE

88000 EPINAL

Pour tout renseignement, contacter :

CAM BTP DELEGATION D'EPINAL

34 RUE ANDRE VITU

88026 EPINAL CEDEX

Tél. : 03 29 31 45 67

Courriel : epinal@groupe-cam.com

ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat d'assurance GLOBAL INGENIERIE

Période de validité : du 01/01/2023 au 31/12/2023

La CAM BTP ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle GLOBAL INGENIERIE numéro 1 278706.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

ATTT : Attestation de prise en compte de la réglementation thermique

CARZ : Relevés de mesures Loi CARREZ

CREP : Constat de risque d'exposition au plomb

DIAA : Diagnostic assainissement raccordé

DIAG : Diagnostic Amiante

DIIE : Etat de l'installation intérieure d'électricité

DIIG : Etat des installations intérieures de gaz

DIPC : Etat parasitaire (champignon)

DIPE : Diagnostic de performance énergétique (DPE)

DRNT : Vérification des risques naturels et technologiques

DV28 : Diagnostic tech.global des immeubles relevant statut de la copropriété

ECRE : Expertise et conseil en rénovation énergétique

ETRC : Etudes Thermiques Réglementaires et Environnementales Réglementaires

PERA : Infiltrométrie / test de perméabilité à l'air

PPT : Diagnostic réglementaire - plan pluriannuel de travaux

2 – GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : selon liste au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

PCOATP0007413599 08/12/2022 11:28



CAM BTP

CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - Siret 778 847 319 00150
Siège social : ESPACE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE - 14 AVENUE DE L'EUROPE - 67300 SCHILTIGHEIM
Adresse postale : CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX
Tel. 03 88 37 69 00 - assur@groupe-cam.com - www.groupe-cam.com

2/3

- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
 - aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.
- Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p> <p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p> <p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par l'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

3 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DOM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000

PCOATP0007413599 08/12/2022 11:28



CAM BTP

CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le Code des assurances - Siret 778 847 319 00150

Siège social : ESPACE EUROPEEN DE L'ENTREPRISE - 14 AVENUE DE L'EUROPE - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

Tel. 03 88 37 69 00 - assur@groupe-cam.com - www.groupe-cam.com

3/3

000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera appliqué la règle proportionnelle prévue à l'article L121-5 du code des assurances;

- aux missions professionnelles, travaux, produits et procédés de construction suivants : selon liste au paragraphe 2 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

4 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de son cabinet ou de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

5 – GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités au paragraphe 2 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique:

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Schiltigheim,
Le 06/12/2022

Le Directeur général

PCOATPC007413599 08/12/2022 11:28

